

# Commentaire de l'article de Thomas Coutrot

mardi 28 juin 2016, par François Schälchli

Appréciant globalement le contenu de l'article, j'aimerais néanmoins apporter quelques précisions, suite à la lecture du livre lui-même (complétée par *La multitude libre : Nouvelles lectures du Traité politique de Spinoza* de F. Lordon), puis évoquer, sur le même thème, les réflexions que l'on peut tirer du dernier livre de Miguel Abensour, *La communauté politique des tous uns*.

L'ouvrage de Lordon essaie en effet, comme déclaré en introduction par Thomas Coutrot, de répondre à la question « qu'est-ce qu'une communauté politique ? » et de caractériser la fonction de l'État en conséquence. Mon complément consistera à insister sur le fait que Lordon – mais dans quel but ? – fait remonter l'État le plus loin possible dans le processus d'émergence du social, avant même le politique proprement dit ; il vise à ancrer l'État, sous la qualification d'*imperium* et la dénomination d'État général, comme une structure première et donc indépassable. Cette façon de raisonner constamment en termes de précédence explique finalement que l'État soit toujours « d'un seul bloc », « pôle totalisateur et forme de la totalité » (cf. *La multitude libre*), que la multiplicité des formes historiques de l'État ne puisse se déployer que dans un cadre premier identique à lui-même. Ce cadre de base, mis en évidence dans le livre, se retrouve partout et subordonne la diversification à l'unification, l'hétérogène à l'homogène, oblige au renvoi de tout processus de mise en œuvre d'une souveraineté à une « souveraineté première », etc. Tout est déjà joué, quels que soient ensuite les efforts d'émancipation. Précisons encore : il n'y a rien à redire à ce que, sous l'effet des affects, la « transcendance immanente » du social fasse que ce dernier soit « excédence » par rapport à l'inter-individuel ou aux petits collectifs, même si le social peut être autant ce que nous nourrissons que ce qui nous nourrit. Mais pourquoi transformer cela immédiatement en verticalité, c'est-à-dire en coupure, séparation et surplomb, caractéristiques qui nous ont fait passer subrepticement du social au politique ? Mieux vaudrait affirmer clairement que la verticalité est le problème fondamental du politique, et notamment de la démocratie représentative et ne pas la rabattre sur le social, ce qui a pour conséquence, au même titre que pour la « capture » de la puissance de l'*imperium*, de les transformer en fatalité.

L'auteur, en procédant ainsi, ne limite-t-il pas lui-même la prise en considération de toutes les tentatives pour se libérer des tutelles politiques, tentatives, expérimentations qu'il estime importantes, mais inachevées (point que Thomas Coutrot met en avant à juste titre comme aspect positif du livre) ?

Par ailleurs, dans le paragraphe « l'État d'un seul bloc », T. Coutrot analyse la façon dont Lordon envisage (ou n'envisage pas plutôt) le travail sur les fonctions différentes de l'État et leur

distribution à différentes échelles, ce qui pourrait pluraliser l'ensemble et développer des contre-pouvoirs. C'est la nature même des institutions qui a à être repensée, afin qu'on puisse, à l'opposé de leur caractère si souvent répressif ou normalisateur, y voir et en faire des tentatives de mise en forme et de mise en sens de nos expériences collectives, en particulier de celles des moments effervescentes de changement social (voir par exemple cette nouvelle approche des institutions chez Miguel Abensour ou encore dans le Cours au Collège de France de Merleau-Ponty). Mais, malheureusement, Lordon ne perçoit (ex. page 109) les institutions que comme le déploiement automatique, imprévisible peut-être, mais auto-alimenté de cette première « capture » et de cet « État général » à quoi il faut toujours tout rapporter. Notre rapport aux institutions peut être l'objet d'un combat, même si il n'est pas évidemment le seul !

La forme État que nous propose Lordon est certes susceptible, par l'action collective, de fortes variations ; ce qui empêche au sens strict de parler ici de « fétichisme de l'État » comme le prétend P. Corcuff, car il s'agit bien d'un État organisateur, unificateur, totalisateur au mauvais sens du terme (une totalité englobante et fermée), qui a tendance à tuer dans l'œuf les principes de pluralité et d'altérité qui pourraient en faire partie ou au moins s'articuler à lui.

Autrement dit, sans entrer dans une discussion générale sur la nécessité ou non de l'État, sur le tri à faire entre ce qui devrait en subsister tout en contrecarrant la tendance de tout pouvoir, dont celui de l'État, à développer son propre pouvoir et pour se faire à se placer en position de surplomb, je crois que l'on ne peut qu'être insatisfait de la façon dont Lordon envisage ce que peut recouvrir la notion d'une authentique communauté politique.

Je compare pour finir, le livre de Lordon avec les perspectives ouvertes par Miguel Abensour dans ses différents ouvrages :

- 1. La communauté politique ne peut être fondée, n'est pensable selon lui qu'autour des « tous uns » et non du tout-un. Liberté et pluralité sont indissociables et l'émancipation est définie comme « un appel d'une liberté à d'autres libertés »
- 2. Au paradigme de l'ordre – de la paix civile comme mission de l'État que les théories politiques résolvent

différemment mais auxquelles elles se cantonnent –, il oppose le paradigme politique du lien, comme projet de construire le commun ou du commun malgré ou même à cause des différences qui nous traversent□.

- **3.** Cette exigence politique, celle de la démocratie, ne peut se réaliser qu'en s'insurgeant contre l'État, peut-être pas pour forcément le faire disparaître, mais pour

que de totalité, il redevienne « partie », qu'il soit ramené à être simplement l'élément de la vie d'un peuple et rien de plus□. La puissance de l'invention démocratique, le processus engagé en ce sens sont alors rétablis dans leur valeur et peuvent apparaître comme beaucoup plus importants que le pouvoir, même partagé, qu'il soit celui de l'État ou de tout autre pouvoir.